

Examen de l'investissement étranger

Le gouvernement, par le genre de projets qu'il préconise maintenant à l'intention des futurs leaders des affaires de demain, de ceux dont dépend l'avenir du Canada, de notre jeunesse, par le seul bill C-132, ne fait qu'effleurer la surface d'une solution aux problèmes économiques du Canada. Cela augmentera la bureaucratie et l'incertitude dans le domaine économique. Comme l'a dit le député de Trinity, cette façon d'aborder les problèmes est fondamentalement négative. Faute d'initiatives offrant des solutions de rechange indispensables à l'expansion du Canada, on ne posera pas les bases de notre autonomie, et à plus forte raison d'un grand avenir éventuel pour le Canada.

• (1630)

M. Gary Price, président de la Student Enterprises and Assistance League, de Toronto, a décrit le genre d'initiatives productives dont nous avons besoin. M. Price a dit ceci:

Nous croyons que la richesse naturelle plus importante au Canada n'est pas le pétrole, les minéraux ou l'eau douce, mais la jeunesse et son élément le plus vital à notre croissance économique, les jeunes entrepreneurs canadiens, n'a jamais eu l'occasion de faire valoir toutes ses potentialités. Les jeunes qui ont de l'imagination créatrice travaillent ordinairement à des projets patronnés par le gouvernement, puisque l'on croit généralement que c'est là la source de capital la plus accessible aux jeunes qui désirent «faire ce qu'ils veulent». La faiblesse évidente de cette politique est que nous courons le risque de produire une pléthore d'artistes, de travailleurs sociaux, d'enquêteurs, etc., sans qu'il y ait assez d'hommes d'affaires pour les supporter. A notre avis, les débouchés aux deux plus importantes sources de capitaux au Canada, l'État et les sociétés, doivent choisir entre aider un plus grand nombre de jeunes à devenir productifs et économiquement autonomes, ou supporter les conséquences de l'accroissement des frais de bien-être et de l'agitation sociale future.

Les projets que M. Price et ses associés de l'organisme SEAL envisagent pour 1973 devraient attirer beaucoup plus l'attention de la Chambre et l'inciter à agir. Voici la doctrine qui va guider le SEAL dans son programme d'activités pour 1973:

Il faudra appuyer en premier lieu des initiatives visant les petites entreprises qui ont les possibilités de s'accroître. Nous tenterons de mettre en marche ces petites entreprises avec un minimum de capitaux et après la période initiale, nous les exploiterons en partageant les bénéfices. On renoncera à tout petit commerce qui ne peut marcher après une période initiale raisonnable. Tout employé qui ne fournira pas le rendement requis sera renvoyé. Nous avons constaté que les jeunes qui collaborent à un régime de participation aux bénéfices ne tolèrent pas les flemmards; une fois qu'une équipe est rémunérée selon son rendement, ceux qui n'accomplissent pas leur juste part de travail sont rapidement rejetés par leurs camarades.

Toute entreprise rentable économisera un pourcentage déterminé de ses recettes hebdomadaires en vue de rembourser les capitaux initiaux.

D'autres personnes ont des conseils à offrir sur ce que le gouvernement devrait faire pour aider les jeunes et préparer l'avenir du Canada. L'une des plus en vue d'entre elles est M. John Bulloch, président de la Canadian Federation of Independent Business, qui, dans un article paru dans le *Star* de Toronto le 10 août 1972, a dit qu'il concevait les New Ventures (nouvelles initiatives) de la façon suivante:

Le principe dominant ne serait pas de «faire travailler» ou de provoquer un faux sens de productivité. Ce serait de créer de nouvelles entreprises visant à devenir permanentes et peut-être financièrement indépendantes; un membre de la collectivité qui paie son écot, remplissant des fonctions nécessaires, créant des emplois et contribuant à la nouvelle technologie. Ce programme compterait énormément sur le secteur privé pour le savoir-faire et le soutien financier.

D'après M. Bulloch, le professeur George Sinclair de l'Université de Toronto fait valoir dans sa thèse récente

[M. Arrol.]

intitulée «le Canada peut-il atteindre à l'indépendance économique?» que l'innovation, les nouveaux produits et les nouveaux emplois proviennent de petites sociétés et de particuliers ingénieux. Une politique nationale visant à encourager une telle activité est donc une mesure logique pour atteindre à l'autonomie économique. M. Bulloch écrit:

... ce qui motive ceux qui désirent créer et innover, ce n'est pas surtout le profit, comme on le suppose habituellement; c'est le désir de construire, de réaliser quelque chose de mieux qu'un autre, de créer quelque chose de nouveau et d'utile.

Ce sont les petites entreprises qui sont la source de la plupart des innovations et des progrès de l'ingénierie, qui changent et édifient notre société.

Les «New Ventures» s'attaquent directement à l'une des véritables erreurs de notre société... le fait que des millions de Canadiens, vieux, jeunes, employés ou non, possèdent des énergies et des talents sans pareils qui, à l'heure actuelle, ne profitent ni à la société ni à eux-mêmes.

Selon M. Bulloch, à mesure que la société évolue:

Les jeunes deviennent désabusés, ceux qui sont aptes au travail optent pour le chômage et les prestations d'assistance sociale. La fierté professionnelle n'est plus qu'un souvenir.

M. Bulloch coiffe ses idées du titre «New Ventures Canada». Les New Ventures, explique-t-il, se réaliseront de la façon suivante:

On réunirait de jeunes professionnels qui offriraient à titre gracieux des services dans des domaines comme le droit, la comptabilité, le génie et la commercialisation, tandis que l'on fournirait un local à prix réduit, peut-être dans un ancien entrepôt à quiconque souhaite lancer une nouvelle entreprise.

Le trust des nouvelles entreprises offrirait des services de travail de bureau comme la dactylographie, la photocopie et la comptabilité et l'on établirait des listes de capitalistes aventureux désireux d'investir dans de nouvelles entreprises prometteuses.

L'ensemble de notre pays serait en cause dans cette entreprise. Ceux qui à l'heure actuelle désirent «créer pour le Canada» afin de pouvoir être fiers non seulement de leurs propres efforts mais également du pays qui se développe librement, seront, par exemple, des comptables, des avocats et des ingénieurs prêts à offrir leurs services à titre gracieux en vue de créer un noyau de méthodes commerciales saines. Au fur et à mesure où chaque entreprise obtiendrait des résultats positifs et deviendrait indépendante, ils seraient remplacés par de nouveaux experts-conseils.

Je suis certain que les provinces apporteront leur collaboration au gouvernement fédéral pour encourager les organismes dont l'objectif est de donner à l'individu un esprit de citoyenneté positive et de participation. Je suis certain que les provinces seraient prêtes à s'entretenir avec le gouvernement fédéral pour trouver d'autres solutions au concept onéreux de l'«enseignement classique pour tous» qui tend à mettre notre pays en faillite. L'idée de l'enseignement classique pour tous doit être replacée dans son contexte. L'enseignement classique pour tous, dans un sens abstrait, distinct de ce que devrait être l'esprit d'un pays en voie de développement, est un concept extrêmement surfait. Parce qu'à l'heure actuelle tout le monde doit rester à l'école, les enseignants distraient les étudiants lorsqu'ils ne peuvent pas donner d'explication, au moyen de films, d'enregistrements et d'initiatives personnelles. Pour répondre à la confusion et au tumulte qui en découle, on formule de nouvelles théories d'enseignement pour justifier et sanctionner le tapage. Quand la plupart des étudiants échouent, on élève leurs notes et l'on invente ou l'on supprime de nouveaux cours dans l'espoir que quelque chose semblera avoir été accompli.